

Marie-Laure Niboyet

Professeur à Paris Ouest-Nanterre-La-Défense

Géraud de Geouffre de La Pradelle

Professeur émérite à Paris Ouest-Nanterre-La-Défense

# DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

2<sup>e</sup> édition

L.G.D.J

textenso éditions

# Table des matières

Introduction .....	V
§ 1. Un droit pas comme les autres .....	V
A. La spécificité de l'objet .....	V
B. La spécificité des méthodes .....	VIII
C. La spécificité des sources .....	XIII
§ 2. Un droit comme les autres .....	XVIII
A. Les transformations .....	XIX
1. Les règles .....	XX
2. La justice .....	XXII
B. Les constantes .....	XXIII
1. L'œuvre des juges .....	XXIII
2. Le recours aux sources extérieures .....	XXIV
§ 3. Glossaire .....	XXV
§ 4. Bibliographie générale .....	XXVII
 CHAPITRE PRÉLIMINAIRE 1. — <b>Premiers repères</b> .....	 1
Introduction .....	1
<i>Section 1. — Les personnes</i> .....	4
§ 1. L'individu .....	5
A. Éléments de l'état non spécifiquement rattachés au statut personnel .....	6
B. Nom .....	8
C. Capacité .....	9
1. L'inaptitude .....	9
2. L'appareil de protection .....	10
a) Protection des mineurs .....	10
b) Protection des adultes .....	12
§ 2. Le couple .....	13
A. Les mariages .....	13
1. Formation .....	14
a) Conditions de fond .....	14
b) Célébration .....	16

c) Sanctions des vices de formation .....	17
2. Effets .....	18
3. Relâchement et dissolution .....	19
a) Divorce en France .....	20
b) Effets en France des divorces étrangers .....	22
B. Les autres formes d'union .....	23
§ 3. La filiation .....	24
A. Filiation par le sang .....	24
1. Domaine de la loi applicable .....	25
2. Le rattachement de principe .....	26
3. Les règles particulières .....	27
4. Réactions à la procréation ou gestation pour autrui pratiquée à l'étranger .....	27
B. Adoption .....	28
1. Adoptions prononcées en France .....	29
2. Adoptions prononcées à l'étranger .....	30
<b>Section 2. — Les biens</b> .....	31
§ 1. Biens corporels .....	31
A. La loi applicable .....	32
B. Le déplacement des biens meubles .....	33
§ 2. Biens incorporels .....	34
§ 3. Universalités .....	35
A. Faillites .....	36
B. Nationalisations .....	37
<b>Section 3. — Les obligations</b> .....	39
§ 1. Obligations non contractuelles .....	41
A. Atteintes résultant d'un fait dommageable .....	42
1. Système général de rattachement .....	42
2. Rattachements particuliers .....	44
3. Domaine de la loi applicable .....	47
4. Questions relevant de conventions internationales .....	48
B. Enrichissement sans cause, gestion d'affaire et <i>culpa in contrahendo</i> .....	50
§ 2. Obligations contractuelles .....	52
A. Règles générales .....	54
1. Le choix de la loi applicable au contrat .....	55
2. Le choix d'un « droit » non étatique .....	57
3. La loi applicable à défaut de choix .....	58
4. Domaine de la loi applicable .....	60
B. Régimes spéciaux .....	64
C. Droit conventionnel .....	67

<i>Section 4. — Rapports de famille patrimoniaux</i> .....	68
§ 1. Régimes matrimoniaux .....	68
A. Loi applicable aux époux mariés avant le 1 <sup>er</sup> septembre 1992 .....	69
B. Loi applicable aux époux mariés depuis le 1 <sup>er</sup> septembre 1992 .....	70
C. Domaine de la loi applicable .....	72
§ 2. Successions .....	74
A. Loi applicable .....	74
B. Domaine de la loi successorale .....	76
C. Droit de prélèvement .....	77

## LIVRE I

*LES RELATIONS PRIVÉES INTERNATIONALES  
(CONFLITS DE LOIS)*

<b>TITRE I. — LES DIFFÉRENTES MÉTHODES</b> .....	83
<b>CHAPITRE 1. — Les éléments du conflit de lois</b> .....	85
<i>Section 1. — L'existence d'un conflit de lois</i> .....	85
§ 1. La notion de conflit de lois .....	85
A. La concurrence entre plusieurs lois .....	85
B. L'internationalité de la situation juridique .....	88
§ 2. Les postulats du conflit de lois .....	91
A. La vocation éventuelle des lois étrangères .....	91
B. Le titre d'application de la loi étrangère .....	93
C. L'autorité de la règle sur l'individu .....	96
<i>Section 2. — Les limites du conflit de lois</i> .....	99
§ 1. L'absence de concurrence entre ordres juridiques étatiques .....	100
A. L'absence en principe de répartition des compétences normatives .....	100
B. La répartition exceptionnelle ou l'autodétermination des compétences normatives .....	102
§ 2. L'absence d'ordres juridiques étatiques en concurrence ...	106
A. Le conflit de lois dans l'ordre juridique européen .....	106
1. Incidence du droit de l'Union européenne .....	106
2. Incidence de la Convention EDH .....	118
B. L'hypothèse d'un ordre juridique transnational .....	120

<b>CHAPITRE 2. — Les modes de règlement du conflit de lois</b> .....	125
<b>Section 1. — La méthode de la règle de conflit</b> .....	125
§ 1. La fonction de la règle de conflit .....	127
A. Fonction politique ou fonction technique .....	127
B. Choix d'un ordre juridique ou d'une règle .....	133
§ 2. La structure de la règle de conflit .....	136
A. La structure unilatérale ou bilatérale .....	136
B. Les composants d'une règle de conflit .....	143
1. La catégorie de rattachement .....	143
2. Le facteur de rattachement .....	145
a) Technique de rattachement .....	145
b) Fondements et objectifs du rattachement .....	148
<b>Section 2. — Les méthodes concurrentes</b> .....	156
§ 1. La prise en considération de la loi étrangère .....	156
A. Les diverses utilisations du procédé .....	157
B. Les caractéristiques du procédé .....	160
§ 2. Les lois d'application immédiate .....	163
A. Identification des lois d'application immédiate .....	166
B. Conditions de mise en œuvre .....	171
§ 3. Les règles matérielles internationales .....	177
§ 4. Les interférences entre les méthodes .....	181
A. L'articulation de plusieurs méthodes .....	181
B. L'hybridation de plusieurs méthodes .....	183
§ 5. L'absorption du conflit de lois	
par le conflit d'autorités et son extension	
à la reconnaissance des situations nées à l'étranger .....	187
A. La théorie des conflits d'autorités .....	188
1. La loi applicable à l'acte et la distinction	
de l' <i>instrumentum</i> et du <i>negotium</i> .....	189
2. La reconnaissance de l'acte et la distinction	
de l' <i>instrumentum</i> et du <i>negotium</i> .....	191
B. L'extension de la méthode à la reconnaissance	
de la validité des situations nées à l'étranger .....	193
1. Le phénomène .....	194
2. Les assises théoriques et les limites de la méthode .....	198
 <b>TITRE II. — LA MISE EN ŒUVRE</b>	
<b>DE LA RÈGLE DE CONFLIT</b> .....	205
 <b>CHAPITRE 1. — La coordination avec les concepts</b>	
<b>du droit étranger</b> .....	207
<b>Section 1. — Les problèmes de qualification</b> .....	207

§ 1. La qualification préalable au choix du droit applicable ....	208
A. Le conflit de qualifications .....	208
B. L'extension des catégories du for .....	211
1. Accueil des institutions étrangères .....	211
2. Respect des finalités du rattachement .....	214
C. L'incidence des traités et du droit de l'Union européenne ...	219
§ 2. La qualification postérieure au choix du droit applicable .....	221
A. La qualification en sous-ordre .....	221
B. Le renvoi de qualifications .....	222
<i>Section 2. — Les problèmes d'adaptation</i> .....	224
§ 1. Les causes des dysfonctionnements .....	225
§ 2. Les techniques de l'adaptation .....	226
A. L'adaptation matérielle .....	227
B. L'adaptation conflictuelle .....	229
<b>CHAPITRE 2. — La coordination avec les rattachements étrangers</b> ....	235
<i>Section 1. — Le renvoi</i> .....	235
§ 1. La quête d'une explication rationnelle .....	238
A. Les explications logiques .....	239
B. Les explications pragmatiques .....	239
§ 2. Le phénomène jurisprudentiel du renvoi .....	242
A. Le domaine réduit du renvoi de rattachements .....	243
B. La question du renvoi de qualifications .....	247
<i>Section 2. — La validation des situations     créées sans lien significatif avec l'ordre juridique du for</i> .....	249
<b>CHAPITRE 3. — La coordination dans le temps des règles de droit international privé</b> .....	253
<i>Section 1. — Le changement de règle de droit international privé     du for</i> .....	253
<i>Section 2. — Le changement du droit applicable</i> .....	257
<i>Section 3. — Le conflit mobile</i> .....	259
<b>CHAPITRE 4. — Les mécanismes dérogatoires aux règles de coordination</b> .....	267
<i>Section 1. — L'exception d'ordre public</i> .....	269
§ 1. La notion d'ordre public international .....	270
A. Le contenu de la notion .....	270
B. Les modalités d'appréciation .....	273

§ 2. Le régime de l'exception d'ordre public .....	275
A. Les conditions de déclenchement .....	275
B. Les effets de l'exception .....	278
§ 3. L'impact de la Convention EDH et du droit de l'Union européenne .....	280
A. Le mode d'intervention des droits fondamentaux .....	280
B. L'influence des libertés de circulation .....	285
<i>Section 2. — L'exception de fraude à la loi</i> .....	287
§ 1. La notion .....	287
A. La fraude et les notions voisines .....	288
B. Les éléments constitutifs de fraude .....	292
§ 2. La sanction .....	294

## LIVRE II

### LE PROCÈS CIVIL INTERNATIONAL (CONFLITS DE JURIDICTIONS)

TITRE I. — LE DÉCLENCHEMENT DU PROCÈS .....	299
SOUS-TITRE I. — LE CHOIX DE LA JURIDICTION .....	301
CHAPITRE 1. — Les conventions relatives à la compétence .....	305
<i>Section 1. — Les clauses attributives de juridiction</i> .....	305
§ 1. Les règles de droit commun .....	306
A. L'admissibilité des clauses attributives de juridiction ....	306
B. La validité des clauses attributives de juridiction .....	310
C. Les effets des clauses attributives de juridiction .....	312
§ 2. Les règles de l'Union européenne .....	314
A. Les conditions d'applicabilité des règles de l'Union européenne .....	315
B. La validité des clauses attributives de juridiction .....	316
1. Les conditions de fond .....	316
2. Les conditions de forme .....	316
C. Les effets des clauses attributives de juridiction .....	317
<i>Section 2. — Les clauses d'arbitrage</i> .....	320
§ 1. Généralités .....	320
§ 2. Le principe de l'autonomie de l'accord compromissaire et ses corollaires .....	323
A. L'indépendance de la clause par rapport au contrat principal et le principe compétence-compétence .....	324

B. L'autonomie de la clause par rapport au droit applicable .....	325
C. Les principes de validité, d'efficacité et de transmissibilité ..	326
§ 3. L'arbitrabilité du litige .....	331
<b>CHAPITRE 2. — Les règles de compétence judiciaire internationale .....</b>	<b>335</b>
<i>Section 1. — Les règles de droit commun .....</i>	<i>340</i>
§ 1. Les privilèges de juridiction fondés sur la nationalité (les articles 14 et 15 du Code civil) .....	340
A. Le domaine d'application des articles 14 et 15 du Code civil .....	342
1. Les bénéficiaires .....	342
2. Les actions couvertes .....	344
B. Le régime des articles 14 et 15 du Code civil .....	345
1. Le caractère subsidiaire .....	345
2. Le caractère facultatif .....	346
C. Compatibilité avec la Convention européenne des droits de l'homme .....	347
§ 2. Les règles ordinaires de compétence internationale .....	349
A. L'extension des règles de compétence territoriale internes ..	350
B. Les adaptations nécessaires .....	353
C. Les règles autonomes .....	354
<i>Section 2. — Les règles de l'Union européenne .....</i>	<i>355</i>
<i>Sous-section 1. — La matière civile et commerciale en général ...</i>	<i>356</i>
§ 1. Le champ d'application du règlement Bruxelles I .....	356
§ 2. Les règles de compétence .....	361
A. La compétence de principe du for du défendeur .....	362
B. Les règles spéciales .....	363
1. Les options de compétence en raison de la matière litigieuse .....	363
a) Le for du contrat .....	363
b) Le for des obligations alimentaires .....	369
c) Le for du délit .....	370
2. Les règles de compétence dérivée .....	372
3. Les règles de compétence protectrices d'une partie faible ....	374
C. Les règles de compétence exclusive .....	377
D. Les règles fondées sur la volonté des parties .....	379
E. Le régime procédural des règles de compétence .....	380
<i>Sous-section 2. — La dissolution du mariage et la responsabilité parentale .....</i>	<i>381</i>
§ 1. Le champ d'application du règlement Bruxelles II bis .....	382



§ 2. Les règles de compétence .....	385
CHAPITRE 3. — <b>Le règlement des conflits de procédures</b> .....	389
<i>Section 1. — Les deux façons de résoudre les conflits de procédures</i> .....	391
<i>Sous-section 1. — L'approche chronologique de la méthode continentale</i> .....	391
§ 1. En droit commun .....	391
A. L'exception de litispendance internationale .....	391
B. L'exception de connexité internationale .....	394
§ 2. En droit de l'Union européenne .....	395
A. La litispendance européenne (art. 27) .....	395
B. La connexité européenne (art. 28 et 29) .....	399
<i>Sous-section 2. — L'approche globale de la méthode de common law</i> .....	401
§ 1. L'exception de <i>forum non conveniens</i> .....	401
A. Observations générales .....	401
B. Compatibilité avec le droit international privé de l'Union européenne .....	402
§ 2. Le sort des injonctions dites « <i>anti-suit</i> » .....	404
A. Caractéristiques .....	404
B. En droit international privé français et de l'Union européenne .....	406
<i>Section 2. — Recherche de nouveaux modes de règlement des conflits de procédures en droit conventionnel et de l'Union européenne</i> .....	408
<i>Sous-section 1. — Les mécanismes du droit conventionnel</i> .....	409
§ 1. Le transfert ou renvoi de compétence en matière de protection des incapables .....	409
§ 2. La coordination des techniques de la litispendance et du <i>forum non conveniens</i> .....	410
<i>Sous-section 2. — Les mécanismes du droit de l'Union européenne</i> .....	412
§ 1. Le renvoi de compétence en matière de responsabilité parentale .....	412
§ 2. L'assouplissement des règles de la litispendance européenne ...	413
SOUS-TITRE II. — <b>L'ACCÈS À LA JURIDICTION</b> .....	417
CHAPITRE 1. — <b>Le droit d'action en justice</b> .....	419
<i>Section 1. — L'action en justice exercée à titre individuel</i> .....	422

§ 1. Les conditions subjectives .....	422
A. La qualité pour agir .....	423
B. L'intérêt à agir .....	425
§ 2. Les conditions objectives .....	427
A. Les délais pour agir .....	427
B. L'absence de chose jugée ou transigée .....	428
§ 3. Les conditions spécifiques à la matière litigieuse .....	429
<b>Section 2. — L'action en justice exercée collectivement</b> .....	430
§ 1. Les actions collectives des groupements ou autres entités .....	431
§ 2. Les actions collectives d'individus non organisés .....	433
<b>CHAPITRE 2. — Le pouvoir de juger</b> .....	439
<b>Section 1. — L'existence du pouvoir de juger</b> .....	439
§ 1. La notion de pouvoir juridictionnel .....	439
§ 2. La loi applicable .....	441
<b>Section 2. — L'inhibition du pouvoir de juger :</b> <b>les immunités de juridiction et d'exécution</b> .....	443
§ 1. Généralités .....	444
A. Sources des diverses immunités .....	444
B. Régime procédural .....	446
§ 2. L'immunité de juridiction des États et de leurs émanations ..	448
A. Le caractère relatif de l'immunité .....	448
B. La conformité à l'article 6-1 de la Convention EDH .....	450
§ 3. L'immunité d'exécution des États et de leurs émanations .....	451
<b>TITRE II. — L'AGENCEMENT DU PROCÈS</b> .....	455
<b>CHAPITRE 1. — Les règles générales de procédure</b> .....	457
<b>Section 1. — La loi applicable à la procédure</b> .....	457
§ 1. Le fondement (à redéfinir) de l'application de la loi du for ...	458
§ 2. L'application de la loi de la procédure .....	463
§ 3. Les règles matérielles de procédure internationale .....	466
<b>Section 2. — Le statut procédural du droit étranger</b> .....	467
§ 1. Le régime procédural des règles de conflit .....	468
A. L'office du juge .....	469
B. La liberté des parties .....	474
§ 2. L'établissement du contenu du droit étranger .....	477
A. La preuve du contenu du droit étranger .....	477

1. La charge de la preuve .....	477
2. Les modes de preuve .....	481
B. L'application du droit étranger .....	483
<b>Section 3. — La recherche des éléments de fait</b> .....	485
§ 1. La collecte de preuves situées sur le territoire du for .....	486
§ 2. L'obtention de preuves situées à l'étranger .....	490
A. Le domaine des instruments de coopération judiciaire ...	491
B. Les voies de la coopération judiciaire .....	493
<b>CHAPITRE 2. — Les mesures provisoires et conservatoires</b> .....	497
<b>Section 1. — Les mesures provisoires et conservatoires</b>	
<b>demandées au juge du for</b> .....	501
§ 1. La compétence judiciaire internationale .....	501
A. L'impact d'une clause d'élection de for ou d'arbitrage ...	501
B. La compétence du juge principal .....	502
C. La compétence du juge du provisoire .....	505
§ 2. Les conditions de l'octroi des mesures .....	508
<b>Section 2. — Les mesures provisoires et conservatoires</b>	
<b>prononcées par un juge étranger</b> .....	510
§ 1. L'assimilation aux décisions juridictionnelles de droit privé .....	510
§ 2. Les règles spécifiques de reconnaissance en droit communautaire .....	512
§ 3. Les difficultés d'adaptation .....	513
<b>TITRE III. — L'ISSUE DU PROCÈS</b> .....	517
<b>CHAPITRE 1. — Les effets des jugements étrangers, indépendamment de leur provenance</b> .....	519
<b>Section 1. — La nature des effets produits par les jugements étrangers</b> .....	520
§ 1. La reconnaissance du jugement étranger .....	520
A. L'objet de la reconnaissance .....	520
B. Les modalités de la reconnaissance .....	525
§ 2. La force exécutoire .....	527
§ 3. Les effets autres que juridictionnels .....	528
§ 4. L'influence de la Convention EDH sur la circulation internationale des jugements .....	531
<b>Section 2. — La nature des décisions susceptibles d'effets juridictionnels en France</b> .....	533
§ 1. Acte émanant d'une souveraineté étrangère .....	534

§ 2. Acte rendu en droit privé .....	535
§ 3. Acte juridictionnel ou assimilé .....	535
<b>CHAPITRE 2. — Le régime de droit commun des jugements étrangers</b> .....	541
<i>Section 1. — L'autonomie du contentieux</i> .....	542
§ 1. La nature du contrôle .....	542
§ 2. La procédure du contrôle .....	544
A. La compétence judiciaire .....	544
B. La recevabilité .....	545
C. L'extension des pouvoirs du juge .....	547
<i>Section 2. — L'objet du contrôle</i> .....	548
§ 1. Les conditions contrôlées .....	549
A. La compétence judiciaire indirecte .....	549
1. En présence d'une compétence exclusive des tribunaux français .....	550
2. En l'absence de compétence exclusive des tribunaux français .....	551
B. L'abandon du contrôle de la compétence législative indirecte .....	553
C. La conformité à l'ordre public .....	555
D. L'absence de fraude .....	557
E. L'absence d'inconciliabilité avec un autre jugement ou une autre procédure .....	558
§ 2. L'office du juge et le rôle des parties .....	564
<b>CHAPITRE 3. — Le régime des jugements européens</b> .....	567
<i>Section 1. — La procédure de contrôle</i> .....	568
§ 1. Le système originaire .....	568
§ 2. Le système révisé du règlement .....	570
<i>Section 2. — Les conditions contrôlées</i> .....	572
§ 1. Les motifs non contrôlés .....	572
§ 2. Les motifs contrôlés .....	574
<i>Section 3. — Les titres européens immédiatement exécutoires</i> ...	579
§ 1. Le titre exécutoire européen relatif aux créances incontestées .....	580
A. Origine, philosophie et dangers du titre exécutoire européen .....	580
B. Analyse technique du TEE .....	582
§ 2. Les nouveaux titres exécutoires européens .....	586

## LIVRE III

*LES SUJETS DES RELATIONS PRIVÉES INTERNATIONALES  
(NATIONALITÉ FRANÇAISE ET CONDITION DES ÉTRANGERS)*

<b>TITRE I. — LES PERSONNES PHYSIQUES .....</b>	<b>591</b>
<b>CHAPITRE 1. — Distinction des nationaux et des étrangers .....</b>	<b>593</b>
<i>Section 1. — Principes généraux .....</i>	<i>593</i>
§ 1. Aspects politiques de la nationalité .....	594
A. Dans l'ordre international .....	594
1. Compétence exclusive de l'État dans l'attribution de sa nationalité .....	595
2. Opposabilité internationale de chaque nationalité .....	596
3. Conflits de nationalités .....	597
a) Apatridie .....	598
b) Cumul de nationalités .....	599
B. L'évolution du droit français .....	603
1. Avant le Code civil .....	604
2. Le droit du Code civil .....	605
3. Extension du champ de la nationalité française .....	606
a) En 1851 .....	606
b) En 1889 .....	606
c) En 1927 .....	607
4. Maturité du droit de la nationalité .....	608
a) Incidences de la décolonisation .....	609
b) Harmonisation avec le droit de la famille .....	609
5. Crise du droit de la nationalité .....	610
a) Les prémisses de la crise .....	610
b) Réformes contradictoires .....	611
§ 2. Effets attachés à la nationalité .....	613
A. En droit international .....	614
1. Protection diplomatique .....	614
2. Application des traités .....	614
3. Accès et séjour sur le territoire .....	615
a) Le droit d'accès et de séjour .....	615
b) Le droit de quitter tout pays .....	616
B. En droit français .....	617
1. La nationalité comme facteur de rattachement .....	617
2. Effets propres de la nationalité française .....	617
§ 3. Régime des questions de nationalité en droit français .....	619
A. Régime législatif de la nationalité française .....	620

1. Compétence législative .....	620
2. Champ d'application des règles dans le temps .....	621
a) Application immédiate de principe .....	621
b) Rétroactivité exceptionnelle .....	622
B. Régime de la preuve en matière de nationalité française .....	622
1. Objet de la preuve .....	622
a) La règle de principe .....	622
b) La règle particulière .....	623
2. Charge de la preuve .....	624
3. Instruments de preuve .....	624
C. Régime du contentieux des questions de nationalité .....	625
1. Compétence juridictionnelle .....	625
a) L'intérêt supérieur des États .....	625
b) L'intérêt des personnes privées .....	626
c) Les interventions de l'Administration française .....	627
2. L'action déclaratoire de nationalité française .....	627
3. Effets des jugements .....	627
D. Traitement des conflits de nationalités .....	628
1. Apatridie .....	628
2. Cumul de nationalités .....	629
a) Tolérance envers le principe .....	629
b) Conséquences du cumul de nationalités .....	630
<b>Section 2. — Conditions d'attribution et de perte de la nationalité française</b> .....	634
§ 1. Attribution dès la naissance .....	635
A. Nationalité d'origine fondée sur la filiation .....	636
1. Principe du <i>jus sanguinis</i> .....	636
2. Établissement de la filiation .....	636
3. Faculté de répudiation .....	637
B. Nationalité d'origine fondée sur le lieu de naissance .....	638
1. L'enfant né en France d'un parent étranger né en France .....	638
2. L'enfant né en France qui, autrement, serait apatride .....	639
§ 2. Acquisition après la naissance .....	639
A. Acquisition de plein droit .....	640
1. Acquisition en raison de la naissance et de la résidence en France .....	640
2. Effet collectif de l'acquisition .....	641
B. Acquisition par déclaration .....	642
1. Acquisition par les conjoints de Français .....	642
2. Acquisition en conséquence d'une adoption simple ....	644

3. Acquisition fondée sur la possession	
d'état de Français .....	644
4. Réintégration dans la nationalité française .....	645
C. Acquisition par décret .....	646
1. Naturalisation .....	646
a) Conditions de fond .....	647
b) Procédure .....	648
c) Effets .....	649
2. Réintégration .....	649
D. Dispositions communes aux divers cas d'acquisition .....	650
1. Équivalents de la résidence en France .....	650
2. Obstacles à l'acquisition de la nationalité française ....	650
a) Condamnations .....	650
b) Mesures de police administrative .....	651
3. Effets de l'acquisition .....	651
§ 3. Perte de la nationalité française .....	652
A. Perte par déclaration .....	653
1. Acquisition volontaire d'une nationalité étrangère .....	653
2. Mariage avec un étranger .....	654
3. Régime des déclarations .....	655
B. Perte par décret .....	656
1. Double nationalité .....	656
2. Comportement « <i>comme le national</i> <i>d'un pays étranger</i> » .....	656
3. Service d'un État étranger .....	657
C. Perte par jugement .....	658
D. Déchéance .....	659
E. Perte de plein droit .....	660
1. La convention de Strasbourg du 6 mai 1963 .....	660
2. Cession de territoires ou accession à l'indépendance ....	660
a) Droit commun .....	661
b) Accession à l'indépendance .....	661
CHAPITRE 2. — Condition des étrangers .....	663
Section 1. — Généralités .....	664
§ 1. Les étrangers dans la société .....	664
A. Aspects généraux .....	664
1. Utilité de la présence d'étrangers .....	665
2. Méfiance naturelle envers les étrangers .....	666
B. La situation actuelle .....	666
1. Étrangers et immigrants .....	666
2. Diversité des étrangers .....	668

§ 2. Le droit applicable aux étrangers .....	669
A. Règles générales restreignant la capacité de jouissance .....	669
B. Décisions de police relatives à la présence en France ....	671
<b>Section 2. — Droit commun</b> .....	673
§ 1. Police des étrangers .....	673
A. Particularités .....	674
1. Politique de l'entrée et du séjour des étrangers en France .....	674
a) Flexibilité .....	675
b) Multiples réformes .....	675
c) Inefficacité relative .....	676
2. Encadrement communautaire .....	677
a) Franchissement des frontières par des ressortissants de pays tiers .....	678
b) Séjour de ressortissants de pays tiers .....	678
B. Entrée en France .....	679
1. Documents exigés .....	680
a) Passeport et visa .....	680
b) Autres documents .....	681
2. Refus d'entrée en France .....	682
3. Maintien en zone d'attente .....	683
4. Sanctions de l'entrée irrégulière .....	684
C. Séjour en France .....	684
1. Carte de séjour temporaire .....	686
a) Délivrance .....	686
b) Renouvellement .....	688
c) Retrait .....	689
2. Carte de résident .....	689
a) Délivrance .....	690
b) Expiration et retrait .....	691
3. Carte de retraité .....	691
4. Carte « compétences et talents » .....	692
5. Regroupement familial .....	692
6. Ressortissants d'États tiers admis au séjour dans un État de l'Union européenne .....	694
D. Exercice d'activités professionnelles .....	694
1. Emplois salariés .....	695
2. Exploitations agricoles .....	696
3. Activités commerciales, industrielles ou artisanales ....	697
E. Départ de France .....	698
1. Départ volontaire .....	699



a) Spontané .....	699
b) Obligé .....	699
2. Décision portant obligation de quitter le territoire .....	700
3. Reconduite à la frontière .....	700
a) Conditions .....	700
b) Effets de l'arrêté de reconduite .....	701
4. Expulsion .....	702
a) Conditions de fond .....	702
b) Conditions de procédure .....	704
c) Conséquences de l'expulsion .....	705
5. Contrôle juridictionnel des mesures administratives d'éloignement .....	705
6. Interdiction du territoire .....	706
7. Rétention administrative .....	707
8. Assignation à résidence .....	708
§ 2. Jouissance des droits .....	709
A. Condition en droit privé .....	711
1. Le principe d'assimilation .....	711
2. Droits spécialement refusés .....	713
a) Droits strictement refusés .....	713
b) Droits refusés conditionnellement .....	713
c) Droits dont la jouissance est subordonnée à la régularité du séjour .....	714
B. Condition en droit public .....	715
1. Exclusion des appareils d'État .....	715
a) Absence de droits politiques .....	716
b) Fonctions publiques inaccessibles .....	716
2. Relations avec les appareils d'État .....	717
3. Jouissance des libertés publiques .....	718
<i>Section 3. — Régimes particuliers issus de traités</i> .....	720
§ 1. Régimes fondés sur des traités bilatéraux .....	721
A. Traités relatifs à la police des étrangers .....	722
1. Pays d'Afrique subsaharienne .....	722
2. Pays du Maghreb .....	723
B. Traités relatifs à la jouissance des droits .....	724
1. Réciprocité .....	725
2. Assimilation aux nationaux .....	726
3. Traitement de la nation la plus favorisée .....	727
§ 2. Conditions des réfugiés .....	727
A. Le droit international .....	727
1. Réfugiés « conventionnels » .....	728
2. Traitement conventionnel .....	728

B. Les règles actuellement en vigueur en France .....	729
1. Dispositions communautaires .....	730
2. Dispositions françaises .....	730
C. Protection des réfugiés .....	731
1. Personnes protégées .....	731
a) Les réfugiés .....	731
b) Les autres personnes protégées .....	732
c) Procédure de la reconnaissance .....	733
2. Traitement des personnes protégées .....	735
a) Statut des réfugiés .....	735
b) Contenu de la protection subsidiaire .....	735
c) Contenu de la protection temporaire .....	736
§ 3. Condition des apatrides .....	736
A. Admission au statut .....	737
B. Traitement des apatrides .....	737
<i>Section 4. — Les citoyens de l'Union européenne</i> .....	738
§ 1. Entrée et séjour en France .....	739
§ 2. Activités salariées .....	740
§ 3. Droit d'établissement .....	741
§ 4. Liberté des prestations de services .....	742
<b>TITRE II. — LES PERSONNES MORALES</b> .....	745
<b>CHAPITRE 1. — Distinction des personnes morales</b>	
<b>nationales et étrangères</b> .....	747
<i>Section 1. — Critères de la nationalité des sociétés</i> .....	748
§ 1. Le critère de principe en droit français .....	748
A. Critères écartés .....	748
B. Le lieu du siège social .....	749
§ 2. Recours exceptionnel au contrôle .....	750
§ 3. Critères du droit de l'Union européenne .....	751
<i>Section 2. — Nature de la nationalité des personnes morales</i> ....	752
<b>CHAPITRE 2. — Condition des personnes morales étrangères</b> .....	755
<i>Section 1. — Personnes morales de droit privé</i> .....	755
§ 1. Loi applicable .....	756
A. La loi nationale .....	756
B. Domaine de la loi nationale .....	757
§ 2. Reconnaissance .....	758
A. Le principe de la personnalité .....	758

---

B. L'étendue de la personnalité .....	759
§ 3. Jouissance des droits .....	760
Section 2. — <i>Les personnes publiques</i> .....	761
§ 1. États étrangers .....	761
§ 2. Organismes publics étrangers personnalisés .....	762
Index alphabétique .....	765